

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973

1^{re} Circonscription Troyes - Bar-sur-Aube**MADAME, MADEMOISELLE, MONSIEUR,****Madeleine DUBOIS**

Directrice d'Ecole
Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Résistance

**André GAUDOT**
Cadre Commercial

Forts de la confiance des millions de Travailleurs et de simples gens qui, dans notre pays, veulent que ça change, nous avons développé d'inlassables efforts et contribué de façon décisive à l'union des Partis de gauche sur la base solide d'un Programme de Gouvernement.

Ces efforts persévérants, nous les avons poursuivis pour faire connaître et approuver ce Programme, pour réaliser autour de lui un courant populaire qui s'amplifie chaque jour.

LE 4 MARS PROCHAIN, DOIT ETRE SCELLE, POUR LA LEGISLATURE, CE CONTRAT ETABLI ENTRE VOUS ET NOUS PAR VOTRE SOUTIEN ET PAR NOTRE ENGAGEMENT.

Si vous nous donnez l'influence et la représentation indispensables dans le pays et à l'Assemblée Nationale, nous mettrons la même énergie, à faire appliquer résolument, avec vous, la politique nouvelle de justice et de progrès social voulue par la majorité du pays, à faire se réaliser pleinement le Programme Commun.

**LE 4 MARS, TOUT PEUT CHANGER,
LE PROGRAMME COMMUN PEUT TRIOMPHER**

La première circonscription TROYES-BAR sur AUBE, a de très grands besoins à la ville et à la campagne : sur le plan économique, social, du logement, de l'assainissement, de l'enseignement... Mais la première circonscription ne peut être isolée ni du département, ni du pays.

Pour que soit appliqué dans notre circonscription un Programme social, économique, culturel répondant véritablement aux besoins, aux aspirations de tous ceux qui travaillent et qui peinent, il faut que soit instaurée en France une démocratie économique et politique qui porte un coup décisif aux puissances d'argent et à leur pouvoir.

C'est la réalisation du Programme Commun qui assurera ces changements profonds et durables, qui apportera à la grande majorité des Français, les moyens de vivre mieux.

**EN VOTANT DES LE PREMIER TOUR, LE 4 MARS, POUR LES CANDIDATS DU
PARTI COMMUNISTE,**

- Vous vous donnerez des défenseurs résolus de toutes les mesures sociales que contient le Programme Commun.
- Vous garantirez l'Union de la Gauche et son renforcement.
- Vous ferez échec à la campagne anticomuniste du Pouvoir, et aux manœuvres de tous les adversaires du Programme Commun.
- Vous préparerez sa réalisation pleine et entière.
- Vous compenserez l'injustice de la loi électorale qui défavorise considérablement les communistes.
- Vous ferez que soit respectée la volonté démocratiquement exprimée par le suffrage universel.

La seule préoccupation, constante, qui nous anime, c'est de servir les intérêts des travailleurs et du pays, en apportant au succès du Programme, la plus grande et la plus efficace contribution possible.

Dans la première circonscription, votre confiance s'est toujours largement portée sur les communistes.

VOUS AVEZ CETTE FOIS, AVEC L'EXISTENCE DU PROGRAMME COMMUN, UNE RAISON SUPPLEMENTAIRE, DE VOTER, DES LE 1^{er} TOUR, POUR MADELEINE DUBOIS et A. GAUDOT, CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

VOTEZ

Madeleine DUBOIS
et **André GAUDOT**

PROJET DE LOI
RELATIF A LA
REORGANISATION DE LA
POLICE NATIONALE

PROJET DE LOI

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi n° 10 du 10 mars 1953 relative à la réorganisation de la police nationale. Il vise à adapter la structure de la police aux évolutions de la société et à améliorer son efficacité.

Le projet de loi propose de créer un corps de police auxiliaire, de modifier les conditions d'engagement des policiers et de renforcer les pouvoirs de la police nationale.

ARTICLE 1er

La loi n° 10 du 10 mars 1953 relative à la réorganisation de la police nationale est modifiée en conséquence des dispositions du présent projet de loi.

ARTICLE 2

Le projet de loi a pour objet de modifier la loi n° 10 du 10 mars 1953 relative à la réorganisation de la police nationale. Il vise à adapter la structure de la police aux évolutions de la société et à améliorer son efficacité.

Le projet de loi propose de créer un corps de police auxiliaire, de modifier les conditions d'engagement des policiers et de renforcer les pouvoirs de la police nationale.